



**PRÉFET
DU HAUT-RHIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



SOUS-PREFECTURE DE THANN-GUEBWILLER
COMMISSION DE SECURITE DE L'ARRONDISSEMENT DE
THANN-GUEBWILLER

Secrétariat :

Tél. : 03 89 29 22 75

sp-thann@haut-rhin.gouv.fr

SERVICE D'INCENDIE ET DE SECOURS
SOUS-DIRECTION DE LA DOCTRINE ET DU
POTENTIEL OPERATIONNELS
GROUPEMENT PREVENTION DES RISQUES INCENDIE

Service ERP Nord

Tél. : 03 89 30 19 07 / prevention.nord@sdis68.fr

Dossier suivi par : Lieutenant-Colonel A BETTINGER

PROCES VERBAL DE VISITE

N° d'ordre : CATG24243

Objet de la visite
Visite de réception et
périodique

Date de la visite
17/05/2024

Date de l'avis
17/05/2024

Nom et fonctions de l'exploitant : Monsieur le Directeur

NOM OU RAISON SOCIALE

**HOPITAL INTERCOMMUNAL SOULTZ – ISSENHEIM
EHPAD MAISON ZIMMERMANN
MULTI-ACCUEIL LES PETITS PAS DE LA RECRE**

Code ERP : 156E0010-0001

DESIGNATION DE L'ETABLISSEMENT

Adresse : 23 QUAI DE LA LAUCH
Code postal / commune : 68500 ISSENHEIM

Classement :

Effectif :

- Public : 213 personnes
- Personnel : 33 personnes
- **Total : 246 personnes dont 95 couchages**

Types : J / R Catégorie : 4^{ème}
Nature de l'activité : Maison de retraite

Périodicité : 36 mois
Dernière visite effectuée le : 23/09/2021

Avis : Favorable

I. TRAVAUX RECEPTIONNES

- Nature des travaux : Extension de la maison de retraite, le réaménagement de 4 locaux dans le bâtiment existant (chambres transformées en salon, salle de soins, bureaux, local SSI et TGBT), la démolition totale de 2 maisons d'habitation et la démolition partielle d'un escalier de secours.
Le dossier comprend :
 - une demande d'avis en référence à l'article CO 46 §2 concernant le verrouillage des issues de secours au rez-de-chaussée,
 - deux demandes de dérogation aux dispositions :
 - o de l'article CO 46 §2b relative à l'implantation des dispositifs d'ouverture de portes (boitier vert),
 - o de l'Instruction Technique n°246 §3.2 et 7.2.2 relative au désenfumage des circulations et lieux de vie au rez-de-chaussée, 1^{er} et 2^{ème} étages.Il s'agit d'une nouvelle consultation qui annule et remplace l'ancien dossier suite à l'avis défavorable émis par la Sous-Commission Départementale de Sécurité ERP/IGH en date du 10/09/2020 (dossier AT 156 20 B0013 – PV SCE2002319), pour les motifs suivants :
 - les dégagements et issues de secours du rez-de-chaussée ne sont pas conformes (article CO 35).
- Avis sur dossier : SCE2100322 : **AT 156 20 B0013 – nouvelle consultation** en date du 04/04/2021

▪ PIECES COMPLEMENTAIRES

1. Attestation de contrôle technique – Mission relative à la solidité à froid dans les IGH et ERP établie et signée par Pierre PENIN de la société QUALICONSLT le 14/05/2024. Dans ses conclusions, il n'a pas émis d'avis défavorables sur la stabilité à froid de la construction dans les conditions normales d'utilisation.
2. Rapport de Vérifications Réglementaires Après Travaux établi et signé par Monsieur Pierre PENIN le 14/05/2024. Le rapport fait état de 3 non conformités.
3. Rapport de réception technique du SSI sans observation établi et signé par Monsieur Yannick VIRY, CSSI

II. DESCRIPTION DE L'ETABLISSEMENT

▪ Description des niveaux et des locaux :

La maison de retraite de l'hôpital intercommunal de Soultz-Issenheim forme un groupement d'établissements avec une structure d'accueil pour la petite enfance.

MAISON DE RETRAITE

La maison de retraite, établie sur 4 niveaux, comprend :

- 2^{ème} étage :**
- Ancien bâtiment :
 - 4 chambres à 1 lit
 - 1 circulation incluant une tisanderie et un espace de vie.
 - Nouveau bâtiment :
 - des locaux d'hébergement et de soins avec 18 chambres à 1 lit et 2 chambres à 2 lits
 - des combles partiels.
 - Extension :
 - 5 chambres à 1 lit
 - 1 local traitement d'air de 17 m²
 - 1 circulation de 37 m²
 - 1 lieu de vie de 82 m²
 - 1 kitchenette de 9 m²
 - 1 coin repas de 12 m²
 - 2 locaux de rangement totalisant 16 m²
 - 1 terrasse n°1 de 35 m²
 - 1 terrasse n°2 de 22 m²
 - des sanitaires.

1^{er} étage : - des locaux d'hébergement et de soins avec 37 chambres à 1 lit et 2 chambres à 2 lits.

Extension :

- 7 chambres à 1 lit
- 2 locaux de rangement totalisant 16 m²
- 1 circulation de 40 m²
- 1 lieu de vie de 82 m²
- 1 coin repas de 12 m²
- 1 kitchenette de 9 m²
- 1 terrasse n°1 de 30 m²
- 1 terrasse n°2 de 19 m²
- des sanitaires.

Rez-de-chaussée : - les bureaux de l'administration
- des locaux de jour : salle à manger, chapelle, etc..
- 9 chambres à 1 lit
- 1 chambre à 2 lits
- 1 salle de soins de 15 m²
- 1 salon de 15 m²
- 1 bureau de 20 m²
- 1 local TGBT de 10 m²
- 1 local SSI de 4 m².

Extension :

- 5 chambres à 1 lit
- 1 circulation de 80 m²
- 1 lieu de vie de 94 m²
- 1 cuisine pédagogique de 15 m²
- 1 bureau de 23 m²
- 1 local linge propre de 3 m²
- 2 locaux de rangement totalisant 13 m²
- 1 local rangement extérieur de 27 m²
- 1 local activité de 13 m²
- 1 terrasse n°1 de 44 m²
- 1 terrasse n°2 de 17 m²
- 1 terrasse n°3 de 22 m²
- des sanitaires.

Sous-sol : - 1 local de rééducation, accessible au public (toujours accompagné)
- des locaux techniques,
- des locaux de rangement,
- 2 chaufferies au gaz,
- 1 cuisine avec ses locaux annexes.

Extension :

- 1 vestiaire linge propre de 11 m²
- 1 vestiaire linge sale de 12 m²
- 1 vestiaire femmes de 92 m²
- 1 vestiaire hommes de 22 m²
- des sanitaires hommes et femmes
- vide sanitaire de 152 m².

STRUTURE D'ACCUEIL PETITE ENFANCE

La structure d'accueil petite enfance est établie en simple rez-de-chaussée, et elle est accolée au bâtiment de l'hôpital.

Elle comprend :

- une entrée avec un secrétariat,
- 3 salles polyvalentes de respectivement 20 m², 32 m² (repos) et 21 m² (petits),
- une salle d'expression et de psychomotricité de 46 m²,
- 2 locaux de repos ayant chacun une capacité de 6 couchages,
- des locaux : biberonnerie, détente, ménage et sanitaires,
- une salle de propreté, une buanderie et une tisanderie.

III. DOCUMENTS TRANSMIS DEPUIS LA VISITE

- Rapport de Vérifications Réglementaires Après Travaux établi et signé par Monsieur Pierre PENIN le 29/05/2024. Le rapport est sans observation
- Mail des Hôpitaux Civils de Colmar indiquant que le ferme-porte manquant sur le local de stockage dans l'extension a été posé.
- Mail des Hôpitaux Civils de Colmar indiquant que les baies d'accès réservées aux services de secours ont été identifiées.

IV. CONSTATATIONS

- Les appareils de cuisson, à l'exception de la friteuse, ne sont plus fonctionnels
- La 3^{ème} amenée d'air du désenfumage installée côté façade vitrée au rez-de-chaussée de l'extension n'est plus fonctionnelle suite à des essais réalisés. En effet, son ouverture perturbe le bon fonctionnement d'extraction des fumées qui pourraient se déstratifier rapidement.
- La cadre de santé a précisé que l'établissement comporte 92 couchages.
- La salle de rééducation existante au sous-sol est devenue une lingerie

V. ANALYSE DE RISQUES

Néant

VI. AVIS DE LA COMMISSION

Président	Monsieur H. BOULLE
S.I.S.	Lieutenant-Colonel A BETTINGER
Maire	Monsieur Victor RIZZO, adjoint au Maire

▪ Autres personnes :

Responsable de l'établissement	Madame Carole GRIESMAYER, directrice déléguée
Hôpitaux civils de Colmar	Monsieur Louis CAUCHOIS, directeur adjoint
Hôpitaux civils de Colmar	Monsieur Sébastien PEPE, Ingénieur en chef
Hôpitaux civils de Colmar	Monsieur Laurent CHAMERY, chef de projet
Hôpitaux civils de Colmar	Monsieur Ludovic ANTOINE, Responsable sécurité incendie
Cadre de santé	Madame Maud MASSE
Responsable technique	Monsieur Eric STIERLEN
SIEMENS	Monsieur Elouan RAPENNE
Architecte	Monsieur VIRY
CET, chargé d'affaires	Monsieur FERNANDEZ
CSSI	Monsieur Yannick VIRY
QUALICONSLT	Monsieur Robin SILBER
LABEAURIE	Monsieur Stéphane TSCHIEMBER

Après visite des lieux et contrôle des rapports ou documents administratifs et techniques présentés, la Commission de Sécurité de l'Arrondissement de Thann-Guebwiller **propose** un avis :

AVIS FAVORABLE
à la réception des travaux cités au chapitre I
à la poursuite de l'exploitation de l'établissement

VII. DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES GENERALES

1. Faire vérifier par des techniciens compétents ou agréés et selon les périodicités mentionnées dans le Règlement de Sécurité, l'ensemble des installations techniques (article GE 6). *Cf tableau annexé*
2. Tenir à jour un registre de sécurité, où seront notamment consignées les conclusions des vérifications techniques (article R 143-44 du Code de la Construction et de l'Habitation).
3. Les périodicités de visite par la Commission de Sécurité devront être respectées (article GE 4).
4. Après obtention de l'autorisation d'ouverture, un avis relatif au contrôle de la sécurité sera apposé, d'une façon apparente, près de l'entrée principale (article GE 5).
5. Transmettre au Maire de la commune de ISSENHEIM, un dossier concernant les éventuels travaux, aménagements ou transformations envisagés même à titre temporaire (article L 122-3 du Code de la Construction et de l'Habitation).
Sont également concernés :
 - les travaux de mise en accessibilité des établissements aux personnes handicapées (loi du 11 février 2005) ;
 - les éventuels travaux liés à la mise en sécurité des personnes handicapées (arrêté du 24 septembre 2009).

VIII. PRESCRIPTIONS

Conformément à l'article 40 du décret n°95-260 modifié, la Commission demande la réalisation des prescriptions techniques suivantes :

▪ Anciennes prescriptions maintenues ou reformulées

- 1) **Faire vérifier** l'installation de désenfumage qui présente des débits d'extraction réduits (Article R 143-34 du Code de la Construction et de l'Habitation). **RAPPEL**
- 2) **Isoler** la conduite de gaz qui transite par un local à risques particuliers (local stockage) sans le desservir, elle devra être protégée par un coffrage coupe-feu de degré une heure, ventilé à au moins à l'une de ces extrémités sur un espace ne présentant pas de risques particuliers d'incendie (Article GZ 17 §2). **RAPPEL**
Une autre solution consiste à revoir les zones de stockage du sous-sol en utilisant des locaux non traversés par la conduite de gaz.
- 3) **Fournir** une attestation de vérification et de bon fonctionnement de la friteuse maintenue en service. Elle doit être contrôlée annuellement (Article GC 21 §2).

▪ Nouvelles prescriptions émises lors de la visite

Visite de réception :

- 4) **Remédier** au défaut (MD 30) constaté sur le tableau de signalisation de l'alarme incendie (Article MS 68)

Visite périodique :


- 5) **Désigner** nominativement un responsable unique de sécurité responsable auprès des autorités publiques des demandes d'autorisation et de l'observation des conditions de sécurité tant pour l'ensemble des exploitations (EHPAD et crèche) que pour chacune d'entre elles (Article R.143-21 du Code de la Construction et de l'Habitation).
- 6) **Lever** les observations édictées dans les rapports de vérification des installations électriques. A l'issue, transmettre une attestation justifiant de leur réalisation (Article EL 18).
- 7) **Noter** dans le registre de sécurité les contrôles des dispositifs d'éclairage de sécurité réalisés en interne (Article R.143-44 du Code de la Construction et de l'Habitation).
- 8) **Lever** l'observation constatée suite au contrôle électrique du groupe électrogène (Article EL 18).

- 9) **Faire** vérifier annuellement les installations de désenfumage mécanique et notamment les débits d'extraction, afin de s'assurer de leur bon état de fonctionnement (Article DF 10).
- 10) **Lever** les observations édictées dans le rapport de vérification triennale des installations du système de sécurité incendie et du désenfumage mécanique. A l'issue, transmettre une attestation justifiant de leur réalisation (Articles DF 10 §3 et MS 73 §1).
- 11) **Faire** vérifier annuellement les installations de chauffage, en particulier la chaudière au gaz n°2. Cette dernière doit être entretenue et maintenue en bon état de fonctionnement. A l'issue, transmettre une attestation justifiant de son bon état de fonctionnement (Article CH 57).
- 12) **Lever** l'anomalie relevée dans le dernier certificat de ramonage (Article CH 57).
- 13) **Faire** vérifier annuellement la friteuse maintenue en service. Elle doit être entretenue et maintenue en bon état de fonctionnement. A l'issue, transmettre une attestation justifiant du travail demandé (Article GC 21 §1).
- 14) **Noter** dans le registre de sécurité les exercices d'évacuation (Article R 33).
- 15) **Lever** les observations édictées dans les rapports de vérification des ascenseurs. A l'issue, transmettre une attestation justifiant de la réalisation des travaux (Article R.143-10 du Code de la Construction et de l'Habitation).
- 16) **Régler** le sélecteur de fermeture équipant le bloc-porte d'accès à l'escalier central depuis le 2^{ème} étage (Article CO 44 §4).
- 17) **Régler** le bloc-porte de compartimentage de la zone des chambres (210 à 217). Il doit se fermer complètement (Article CO 44)..
- 18) **Déplacer** le détecteur installé dans la circulation entre les chambres 212 et 215 de telle sorte qu'il soit placé directement en sous-face de la toiture (Article R.143-41 du Code de la Construction et de l'Habitation).
- 19) **Réparer** l'amenée d'air qui ne s'est pas ouverte lors de l'essai (Près de la chambre 212) (Article R.143-10 du Code de la Construction et de l'Habitation).
- 20) **Supprimer** le placard avec stockage de couches installé dans la circulation au 2^{ème} étage (Article R.143-41 du Code de la Construction et de l'Habitation).
- 21) **Installer** un ferme-porte sur la porte d'accès au local vidoir du 2^{ème} étage (Article CO 28).
- 22) **Régler** le bloc-porte de compartimentage situé près des chambres 201 et 219 de telle sorte que les deux vantaux soient, en position fermée, étanches au passage de fumées (Article CO 44).
- 23) **Retirer** le rideau installé devant l'amenée d'air du désenfumage de l'espace détente au 2^{ème} étage (Article R.143-41 du code de la construction et de l'habitation)
- 24) **Installer** une clé près de la porte d'accès au grenier du 2^{ème} étage afin d'y accéder en cas de besoin (Article R143-41 du Code de la Construction et de l'Habitation).
- 25) **Réparer** la porte d'accès au local reposoir situé au 1^{er} étage (Article CO 27).
- 26) **Poser** un ferme-porte sur le local vidoir au 1^{er} étage (proximité de la chambre 118) (Article CO 28).
- 27) **Supprimer** le stockage dans le placard situé entre les chambres 129 et 130 (Article R.143-41 du Code de la Construction et de l'Habitation).
- 28) **Remplacer** les serrures à clé par des verrous à moleton équipant les portes de sortie des salles d'activités dans le multi-accueil (Article R.143-41 du Code de la Construction et de l'Habitation).

- 29) **Régler** le ferme-porte équipant la porte d'accès au local de stockage situé à côté du salon de coiffure (Article CO 28).
- 30) **Obturer** le passage de la conduite de gaz desservant la chaufferie (Article CO 28).

A Thann, le 17/05/2024

Le Président de Séance



Hervé BOULLE

Nota : le dossier est conservé au Secrétariat de la Commission de Sécurité.

IX. VERIFICATIONS TECHNIQUES PERIODIQUES

Types d'installation	Article de référence	Vérificateur	Périodicité
Désenfumage	DF 10 Application de GE 6 à GE 10 sauf (*)	Technicien compétent Personne ou organisme agréé	1 an 3 ans (*)
Thermiques (installations de chauffage et/ou de réfrigération)	CH 58 Application Section II chapitre 1^{er} du Livre II	Technicien compétent	1 an
Gaz	GZ 30 Application Section II chapitre 1^{er} du Livre II	Technicien compétent	1 an
Electriques (y compris éclairage de sécurité et paratonnerre)	EL 19 / EC 15	Technicien compétent	1 an
Ascenseurs	AS 9 Voir (**)	Technicien compétent Organisme agréé	1 an 5 ans (**)
Matériel de cuisson	GC 22 Application Section II chapitre 1^{er} du Livre II	Technicien compétent	1 an
Système de Sécurité Incendie de catégorie A et B	MS 73	Technicien compétent Personne ou organisme agréé	1 an 3 ans
Autres installations de Système de Sécurité Incendie et équipement d'alarme	MS 73	Technicien compétent	1 an
Extincteurs et robinets d'incendie armés	MS 73 Application Section II chapitre 1^{er} du Livre II	Technicien compétent	1 an
Défibrillateur automatisé externe	Décret n°2018-1189 du 19/12/2018	Technicien compétent	Selon constructeur
(*) arrêté du 04 juillet 2007 – vérification triennale (article DF 10 §3) : - si désenfumage mécanique ; - et si SSI de catégorie A ou B.			
(**) arrêté du 06 mars 2006 – vérification quinquennale par une personne ou un organisme agréé : - un examen du maintien de la conformité - un état de conservation des éléments de l'installation - vérification des dispositifs de sécurité			

La section II, Livre 1^{er} du Livre II demande l'application soit du GE 8 soit du GE 10 comme suit :

- Le GE 8 est partie intégrante de la sous-section I de la section II du Livre 1^{er} dont fait partie le GE 7 qui lui-même précise en application pour le GE 8 que « les vérifications techniques doivent être effectuées par des organismes agréés par le Ministère de l'Intérieur : dans tous les établissements des 1^{re}, 2^e, 3^e et 4^e catégories, lorsque les dispositions du présent règlement l'imposent. »
- Le GE 10 lui précise dans la sous-section II (vérifications techniques pouvant être assurées par des techniciens compétents) que « Lorsque les dispositions réglementaires le permettent, les vérifications techniques précisées dans les dispositions générales et particulières peuvent être effectuées par des techniciens compétents sous la responsabilité des exploitants. »